

« Éthique et santé au travail »

Réflexion menée par la Société de Médecine
et de Santé au Travail de Strasbourg
auprès des professionnels de
santé au travail d'Alsace

Dr Bontemps, Dr Kieffer, Dr Wendling, Dr Fonmartin, Dr
Gonzalez, Dr Brom

Contexte /méthodologie

- Journée thématique « éthique et travail » organisée par la SMSTS le 28/05/2009 en partenariat avec la SFMT
 - Faire le point sur la perception de l'éthique par les professionnels de terrain
- Questionnaire élaboré par un groupe de travail issu de la SMSTS
 - envoyé par mail, aux professionnels de santé au travail d'Alsace (réponse anonyme)
- 57 questions regroupées en 7 thématiques
 - Code international d'éthique et référentiels éthiques
 - Indépendance professionnelle
 - Équité et absence de discrimination
 - Aptitude
 - Évaluation des pratiques professionnelles
 - Rôle de conseil
 - Conflits d'intérêts
- 165 questionnaires retournés

2

Données socio professionnelles (1)

- Age moyen de **49 ans 1/2**, avec un minimum de 26 ans et un maximum de 62 ans
- Fonction
 - 129 **médecins** (78,2%) dont 96 femmes (74,4%)
 - 26 **infirmiers** (15,8%) dont 24 femmes (92,3%)
 - 3 **IPRP** habilités dont 2 femmes
 - 6 **autres professionnels de santé** (coordinateur en hygiène du travail, internes, technicien en prévention) dont 5 femmes
- Exercice
 - en **service inter-entreprise** dans 69,7% des cas (81,4% des médecins)
 - Très majoritairement en **secteur privé** (63,6%) ou mixte (25,5%)
 - Avec une **ancienneté de plus de 10 ans** pour 72,1% des répondants ³

Code International d'Éthique en Santé au Travail

- **Connu** par 24,2% des répondants
- Avec une connaissance que partielle de **son contenu** (62,5%)

4

Indépendance professionnelle (1)

- Plus de **86%** des répondants pensent avoir une **liberté d'expression** dans le cadre des missions de conseil
- **Situations d'entrave** (accès à certains lieux, accès à des informations...) : **rarement ou jamais** dans **90%** des cas
- **Liberté dans la prescription des examens complémentaires** pour **84,3%** des répondants
- **Médecin coordinateur** souhaité dans **61,2%** des cas mais sans lien hiérarchique (**79,4%**)

5

Indépendance professionnelle (2)

- **63%** des répondants ont l'impression de subir des pressions
 - de la part d'employeur, de la part des dirigeants des entreprises adhérentes, ou de la part des salariés
 - **sans différence significative entre l'exercice professionnel en service inter entreprise et en service d'entreprise**
- Ces pressions s'expriment différemment selon le type d'exercice :
 - **En service d'entreprise** : (25 répondants) 40% des répondants évoquent souvent des pressions de la part de l'employeur du professionnel de santé
 - **En service inter entreprise** (75 répondants) : les pressions ne sont ressenties que rarement ou jamais dans 90% des cas

6

Indépendance professionnelle (3)

- L'exercice en service d'entreprise est globalement perçue comme **de nature à réduire l'indépendance professionnelle**
 - Par les professionnels exerçant en service inter entreprise (75% des répondants quelle que soit la profession exercée)
 - **De façon plus nuancée** par les professionnels exerçant en service d'entreprise, avec une prédominance d'indépendance conservée (45 à 47% versus 31 à 35% pour les médecins et infirmiers)
 - **Perception identique** quel que soit le type d'exercice pour le métier d'IPRP (65 à 75%)

7

Conditions d'exercice

- Refus d'exercice dans certains locaux pour des raisons de confidentialité ou de conditions matérielles inadaptées
 - **Rarement ou jamais** dans **93,4%** des cas (n= 154)
- Réalisation d'actes n'entrant pas dans le rôle ou pour lesquels il n'y a pas de conduite prédéfinie
 - **Rarement ou jamais** dans **86,7%** des cas (n= 143)
 - Concerne notamment (27 précisions)
 - Les vaccinations anti-grippales, les vaccinations non obligatoires,
 - Les certificats sportifs
 - Renouvellement d'ordonnance, urgences
 - Aide pour les problèmes administratifs lors des déclarations AT/MIP
 - Dépistage toxicologique pour raison de sécurité
 - Actes sans rapport avec la thématique santé travail (mondanités, accueil de clients sur le site, conseils aux managers pour la RTT...)

8

Rôle d'expert : l'aptitude (1)

- La participation de l'avis d'aptitude dans la mission de préservation de la santé quelle que soit la fonction exercée est perçue de manière très partagée :
 - Oui « toujours » ou « oui le plus souvent » dans **55,1%** des répondants
 - Oui rarement et Non dans **40,0%** des cas
- Cette perception est renforcée lorsque l'on aborde le caractère prédictif de cette aptitude sur la préservation de la santé du salarié
 - Oui « le plus souvent » dans **32,7%** des répondants
 - Postes de sécurité, postes « à risque »
 - Problème médical ou terrain (patients fragilisés, apprentis)
 - Oui rarement et Non dans **61,8%** des cas
 - Mauvaises conditions de travail prédictives d'une dégradation de l'état de santé du salarié/ notion d'aptitude au poste mais d'inaptitude aux conditions de travail
 - Facteurs de risque propres au salarié, facteurs sociaux

9

Rôle d'expert : l'aptitude (2)

– Écarter les salariés de leur poste de travail sans leur consentement pour des raisons médicales

- afin de préserver la santé et la sécurité de l'ensemble des salariés : éthiquement acceptable ?
 - Oui dans **43,7%** des cas,
 - « oui mais rarement » dans **37,6%**
 - Non dans 14,5% des cas
- afin de préserver leur propre santé : éthiquement acceptable ?
 - Oui dans **32,2%** des cas : « oui le plus souvent » (26,1%) et « oui toujours » (6,1%)
 - « oui mais rarement » (**39,4%**)
 - Non dans **23,6%** des cas

10

Évaluation des pratiques professionnelles

Nécessité de l'évaluation des pratiques professionnelles ?	Nombre	Pourcentage
Oui	119	72,1
Non	25	15,2
Ne sait pas	20	12,1
NR	1	0,6
Démarche d'évaluation personnelle plutôt qu'institutionnalisée ?		
Oui	78	47,3
Non	44	26,7
Ne sait pas	37	22,4
NR	6	3,6

Rôle de conseil (1)

– Pensez vous que la mission de conseil des professionnels de santé au travail à la fois auprès des employeurs et des salariés est éthiquement conciliable ?

- Oui dans **89,1%** des cas (n=147)
- Non dans 6,1% des cas (n=10)

– Nécessité d'une mise en visibilité des risques ou des situations dangereuses par des supports formels ?

- Oui dans **86,7%** des cas (n=143)

12

Rôle de conseil (2)

Situations où le devoir d'alerte s'est trouvé en conflit avec le secret professionnel ?	Nombre	Pourcentage
Oui	98	16,9
Oui très souvent	4	2,4
Oui souvent	24	14,5
Oui rarement	70	42,4
Non	62	37,6
NR	5	3,0

Raisons invoquées parmi les personnes ayant répondu « oui »
(64 précisions soit dans 2/3 des cas) :

- Problématique médicale : maladies contagieuses (tuberculose), alcoolisme, toxicomanies, pathologies psychiatriques...
- Postes de sécurité et pathologie médicale (comitialité, diabète,...)
- Refus du salarié

13

Rôle de conseil (3)

Situations où une déclaration de MP s'est trouvée en conflit avec le contexte socio économique ou la volonté du salarié ?	Nombre	Pourcentage
Oui souvent	27	16,4
Oui rarement	47	28,5
Non	64	38,8
Non concerné	21	12,7
NR	65	3,6

Raisons invoquées (43 précisions) :

- Crainte de représailles de la part de l'employeur (licenciements...)
- MP défavorable / inaptitude CRAV ou invalidité
- Imputation de la maladie aux emplois antérieurs (amiante, exposition sonore...)
- Postes à TMS : aménagements générateurs de suppression de postes

14

En résumé...

- Méconnaissance du Code international d'Éthique dans ¼ des cas
- Indépendance professionnelle
 - **Liberté d'expression** « toujours » ou « le plus souvent » dans 86,6% des cas
 - **Médecin coordinateur souhaité** dans 61,2% des cas mais sans lien hiérarchique (79,4%)
- EPP
 - **Nécessité** dans 72,1% des cas
- Rôle d'expert
 - **Avis partagés** sur la participation de l'**avis d'aptitude** dans la mission de préservation de la santé
 - Perception renforcée lorsque l'on aborde le **caractère prédictif de cette aptitude**
- Rôle de conseil
 - Mise en visibilité des risques ou situations dangereuses par des **supports formels** nécessaire dans 86,7% des cas
 - **Devoir d'alerte** en conflit avec le secret professionnel oui rarement ou non dans 59,3% des cas

15
